



Intervention de Catherine Rochar lors de l'Assemblée Générale de rentrée le 14 septembre 2023

Bonjour à tous.

Bienvenue à cette assemblée générale de l'union départementale Force Ouvrière du Maine-et-Loire.

Tout d'abord je remercie Frédéric Souillot pour sa présence. C'est avec plaisir que nous t'accueillons Frederic.

Merci à nos partenaires pour leur présence et leur soutien

Camarade, cette intervention ne sera pas très longue de façon à pouvoir vous donner la parole, et permettre à Fred d'intervenir.

Cette AG est la 1ère depuis la bagarre contre la réforme des retraites que nous avons menée à partir de la fin de l'année 2022. 14 manifestations qui ont rassemblé à Angers et dans tout le département des dizaines de milliers de salariés, des jeunes, des retraités, une mobilisation exceptionnelle rarement vue dans notre département. 12 journées de grève pour dire non au report de l'âge de départ à la retraite à 64 ans et à l'allongement de la durée de cotisation. Cette réforme ne sera jamais votée à l'Assemblée nationale et c'est à coup de 49-3 que le gouvernement Macron Borne qui ne dispose plus de la majorité à l'Assemblée nationale l'adoptera. La loi sera publiée un week-end ce qui traduit un peu plus le mépris et l'arrogance dont fait part ce gouvernement à notre égard.

Et cet été le gouvernement publiera les décrets mettant fin aux régimes spéciaux. La colère n'est pas retombée, après les casserolades, c'est sous les huées des spectateurs du stade de France et les sifflets que le Président Macron a ouvert la Coupe du monde de rugby. Et nous n'avons pas distribué de tracts ! C'est dire que la colère ne retombe pas ! Nous continuerons avec notre confédération à exiger le retrait de cette réforme injuste et injustifiée.

La politique du gouvernement MACRON dégrade dangereusement les conditions de vie des salariés. Et les plus précaires ne sont pas épargnés, bien au contraire : pas de mesure d'augmentation générale des salaires face à l'inflation galopante, mais nouvelle augmentation des tarifs de l'énergie de 10 % le 1er août, une augmentation du carburant. Le gouvernement a annoncé 15 milliards d'euros d'économie pour 2024. Et c'est sur cette base qu'il entend préparer la loi de finances de la sécurité sociale et le budget de l'état. Une réduction des droits avec la mise en place du « montant net social » qui impactera le montant du RSA et de la prime d'activité, déremboursement des médicaments, préparation d'un nouveau hold-up sur l'assurance chômage...

Dans le même temps, les aides sans contreparties aux entreprises s'élèvent à 200 milliards. 73

milliards sont détournés de la Sécurité sociale via les exonérations de cotisations rien qu'en 2022. De même, le budget pour la guerre a été augmenté comme jamais : 413 milliards d'ici 2030 qui ne serviront pas les besoins de la population !

Et ce sera encore moins de services publics! des lits fermés dans le département, des services d'urgence en difficulté, 22 postes sur la sellette au sein de l'EHPAD public des résidences du Val d'Oudon. la maternité d'Ancenis menacée de fermeture, nous avons apporté notre soutien à nos camarades de Loire-Atlantique, car cet établissement du fait de sa proximité avec le Maine-et-Loire accueille les mamans du 49. Le combat mené en intersyndicale paye, l'ARS devrait annoncer le maintien de la structure, un médecin a pu être recruté.

Il en est de même pour l'enseignement avec une rentrée plus que chaotique, des écoles et des classes fermées, des profs qui manquent à l'appel! mais la priorité du ministre Attal c'est que l'interdiction du port de l'abaya et du kami soit respectée dans les écoles, les collèges et les lycées pour préserver la laïcité. De qui se moque-t-on ? Quelle provocation !

Face à cette situation, tu as eu raison Fred de faire un courrier au Président de la République pour lui indiquer que nous ne participerons pas au Conseil national de la refondation du 7 octobre ! Ce que cherche le gouvernement c'est transformer les organisations syndicales en courroie de transmission de sa politique ! Ce qu'il cherche c'est l'union nationale ! C'est ce qu'il a tenté en réunissant les partis politiques pour construire l'arc républicain dans lequel il serait le chef ! À cette étape, ses tentatives ont échoué, mais il est prêt à réunir une conférence sociale sur les bas salaires et les classifications ! Mais la négociation a lieu dans les branches ! Pour augmenter le SMIC, la valeur du point d'indice pour la fonction publique, en finir avec les exonérations de cotisations sur les salaires jusqu'à 1,6 SMIC (faisant du SMIC une trappe à bas salaires), il n'y a pas besoin de conférence sociale ! Il n'est pas utile que nous nous rendions à cette conférence sociale !

Camarades, l'ensemble des confédérations a décidé d'une journée d'action le 13 octobre 2023 dans le cadre d'une initiative européenne. Pour le bureau de l'UD comme nous l'avons écrit, à cette étape cet appel n'ouvre pas les perspectives de victoire nécessaire pour les salariés, sur le fait qu'une journée d'action sans lendemain ni revendications claires ne peut permettre d'obtenir satisfaction.

Plus que jamais, nous avons besoin de redonner confiance à tous les travailleurs, en discutant avec eux des moyens pour gagner ! Il nous reste quelques jours encore pour poursuivre cette discussion et décider de ce que nous ferons ! Nous sommes une organisation libre et indépendante ! le calendrier de la CGT n'est pas le nôtre ! Quand les revendications sont claires, la question de l'unité syndicale ne se pose pas ! En revanche, il n'y a, pour nous, pas de place pour le syndicalisme rassemblé ni pour l'unicité syndicale !

Pour mener sa politique illégitime, minoritaire, le gouvernement n'hésite pas à utiliser la force et la répression. Comme nous l'avons rappelé dans notre déclaration du bureau de l'union départementale, constat est fait qu'un cap a été franchi dans la répression et la remise en cause des libertés démocratiques et syndicales. La convocation en gendarmerie d'un membre du bureau confédéral de la CGT engagé dans la mobilisation contre la réforme des retraites est intolérable. Nous ne pouvons oublier la comparution au tribunal de notre Camarade Xavier Redon, les gazages dont nous avons été victimes tout au long des manifestations contre la réforme des retraites, les pressions de la préfecture pour nous contraindre à manifester selon ses méthodes. Les atteintes aux libertés démocratiques dont fait partie la liberté syndicale sont intolérables dans une démocratie comme la nôtre. Depuis 2008, date à laquelle la liberté de désigner un délégué syndical a été remise en cause, le gouvernement n'a eu de cesse de tenter de nous mettre au pas. Nous ne l'acceptons pas,

nous ne le laisserons pas faire!

L'attitude du gouvernement par rapport aux syndicats est un indicateur pour les patrons, lesquels s'en saisissent pour remettre en cause notre présence dans les entreprises, comme à SVDO, à la SAS espace Émeraude, aux laboratoires Brothier, à la chocolaterie Mathez. Dans toutes ces entreprises, la chasse aux élus FO est ouverte!

Le bureau de l'UD a pris connaissance de l'appel à manifester de 98 syndicats, associations, partis... pour la justice sociale et les libertés publiques dont les libertés syndicales, le 23 septembre prochain. Notre organisation n'a pas signé ce texte en l'état, mais nous ne pouvons rester indifférents à la remise en cause des libertés démocratiques dont la liberté syndicale fait partie et nous ne pouvons accepter les violences de l'État sur les manifestants.

C'est pourquoi nous avons proposé un projet de déclaration aux autres organisations du département et si nous sommes tous d'accord alors nous pourrions nous saisir de la date du 23 septembre comme nous l'avons fait contre la loi de sécurité globale, le fichage des syndicalistes et participer au rassemblement. J'invite tous les syndicats à ouvrir cette discussion dans leurs instances, tant le sujet est important pour l'avenir du syndicalisme dans notre pays!

Camarades, avant de clore cette intervention, il est un dernier dossier qui fait notre quotidien, le développement! cette fin d'année est marquée par les élections dans les entreprises, plus de la moitié de celles-ci vont se dérouler d'ici à la fin du 1er trimestre 2024! Nous avons besoin de vous tous! comme l'année dernière pour les élections dans la fonction publique! si nos résultats jusqu'à ce jour sont bons, il nous faut implanter FO plus encore! Nous ne gagnerons des points de représentativité que si nous augmentons notre nombre d'implantations; Et c'est l'affaire de tous! Nous avons réuni la commission développement, vendredi dernier et défini les priorités! Mais nous avons besoin d'aide pour les diffusions aux portes des entreprises, merci de répondre à nos sollicitations!

Camarades plus que jamais partout dans notre organisation à la veille d'un CCN qui définira les orientations, l'heure est à la discussion dans tous nos syndicats pour mettre en avant les revendications!

Vous avez la parole!

Vive l'union départementale Force Ouvrière

Vive la confédération générale du travail Force Ouvrière